EXEMPLAIRE

Nº 496

IMPRIMÉ SPÉCIALEMENT POUR

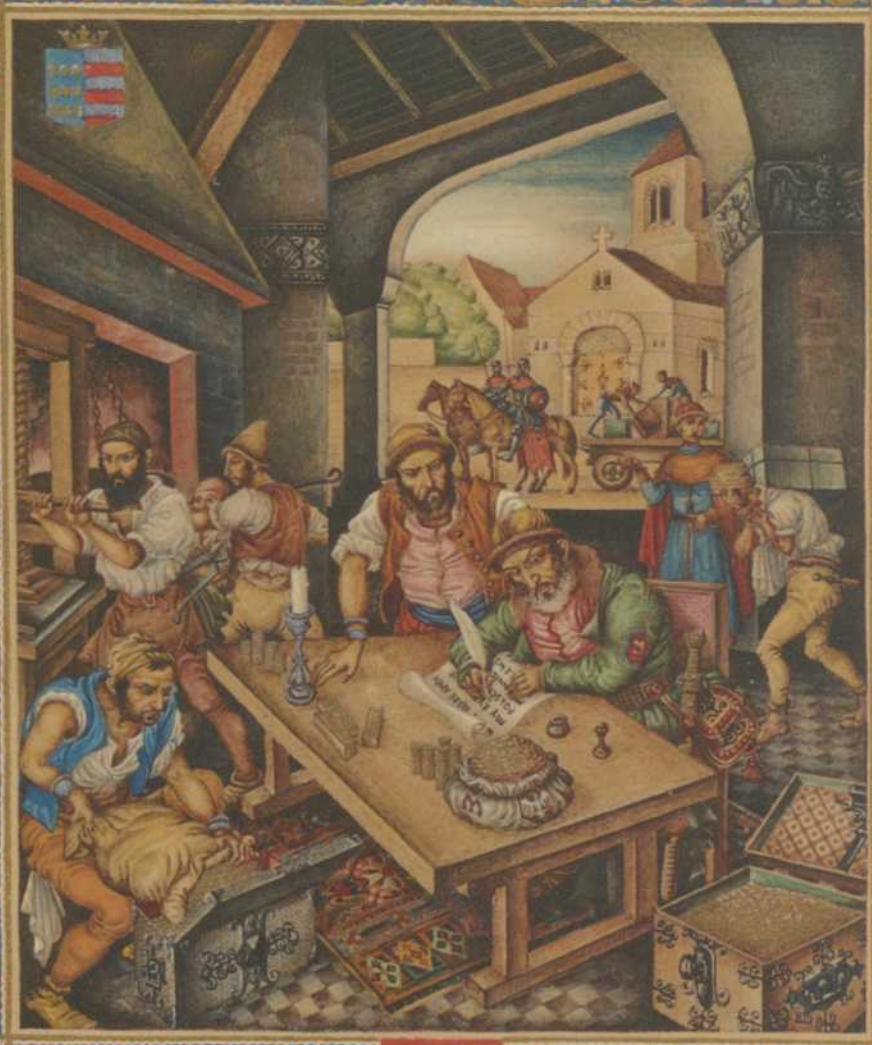
N50

Cette édition du « Statut de Kalisz », manuscrit, enluminé et orné de nombreuses miniatures par Arthur Szyk, a été achevé d'imprimer en facsimilé le vingt cinq Janvier mil neuf cent trente deux, sur les presses de F. Bruckmann, S. A. à Munich, pour les Éditions de la Table Ronde à Paris. Il a été tiré: vingt cinq exemplaires hors commerce numérotés en chiffres romains de I à XXV, marqués des initiales H. C., cinq cents exemplaires numérotés en chiffres arabes de 1 à 500, le tout sur papier spécialement fabriqué pour l'édition, chaque exemplaire signé par l'artiste, comprenant quarante huit pages.

IVS POLONICVM
IVRA IVDAEIS
PER QLES-
LAVM DVCEM
MAJORIS POLO-
NIAE ANN.
1264 CONCESSA. PER
CASIMIRVM VERO
A. 1334 AC PER
CASIMIRVM A. 1117.
FT 1167. CONFIRMATA

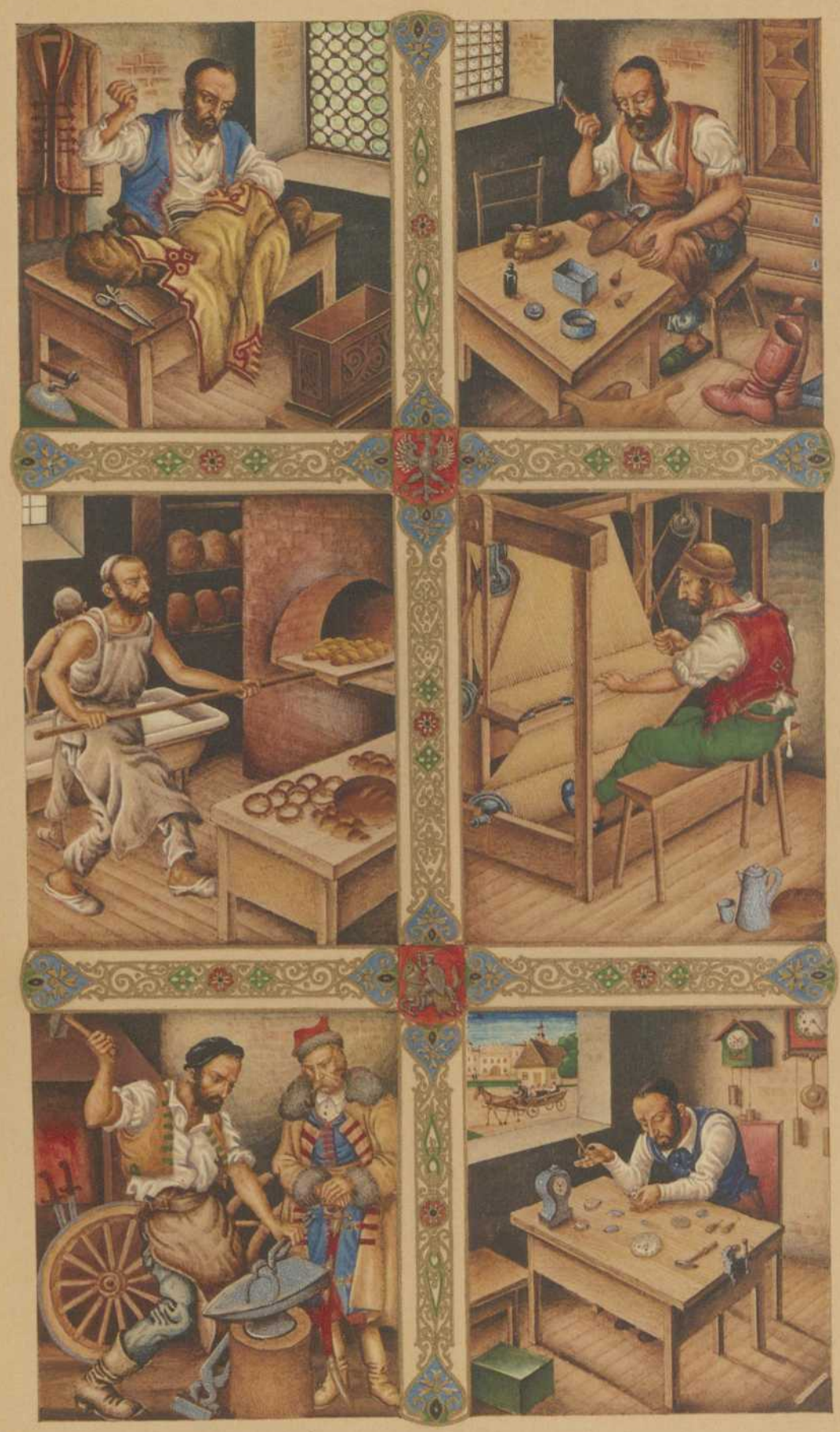
AD
MAJOR
EM
OLONIAE
LORIAM
Fait à Paris, en 1921, par
arthur szyk, enluminеur,
humble eleve des grands
enlumineurs de France.

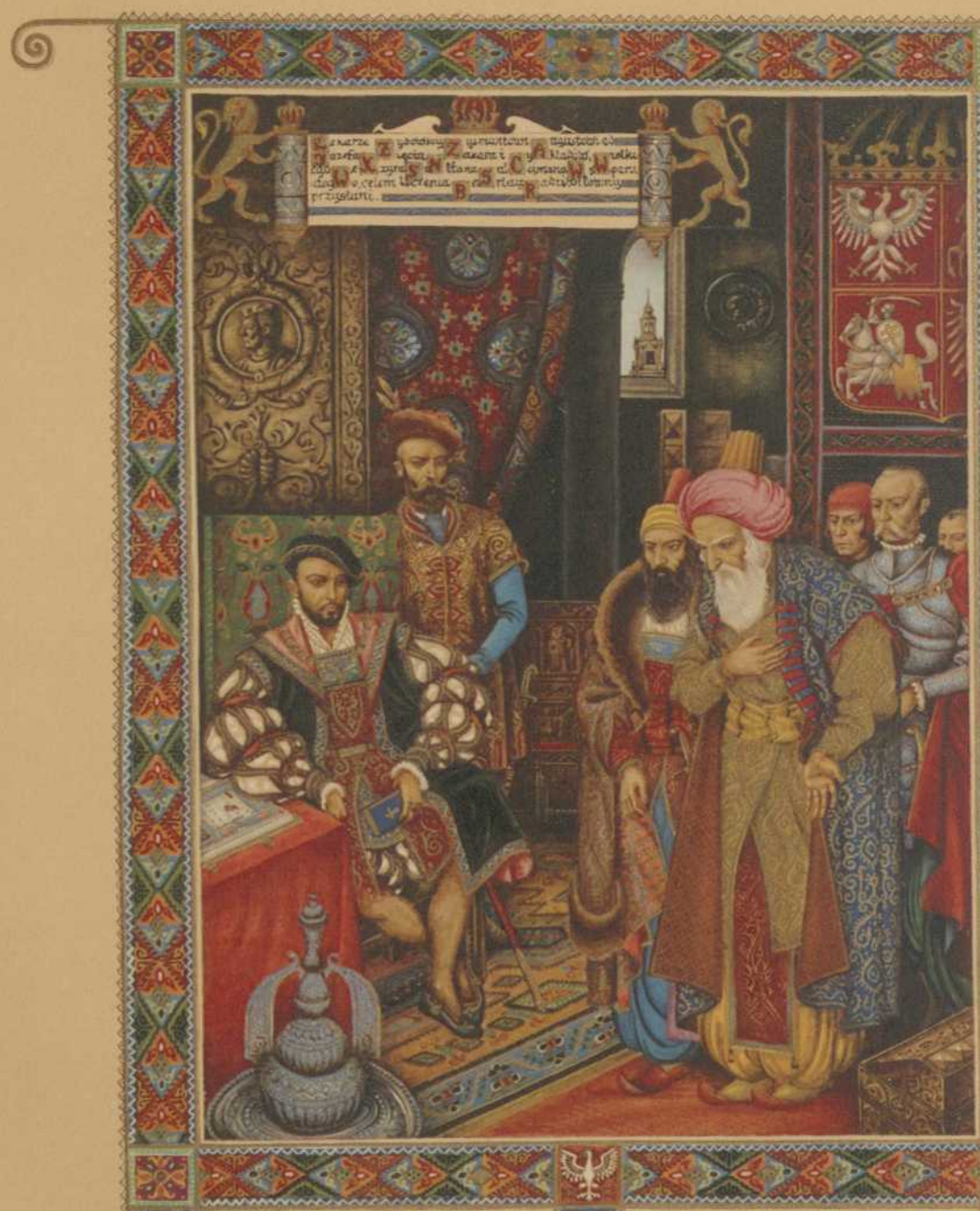
à oseph iłsudski



Rudgei Rege Recislao primas monetas polonas facientes.

Les monnayeurs nifs. frappant la premiere monnaye polonaise, sous le regne du roi ieszkoiii





Medici Judaei a Josephe Passi Mytilenaeorum duce et Amyraxi rege, magnoque Veziro Soleimani Magnifici Ottomanorum Sultani, apud Sigismundum Augustum Poloniae regem adeius uxorem Barbaram curandam emissi.

Les medecins Juifs, envoyés par Joseph Passi, prince de Mytilene et des Mytilenaeens, grand vezir du Sultan ou Soleïman le Magnifique auprès de son ami souverain Sigismund Augaste roi de Pologne afin de soigner sa femme Barbara Radzivillona.

audaci navibus fructus
productaque
in omnem ter-
orbem exportant.
olonicæ
rarum
es navigateurs
exportant les pr
uits de
par le port
uits
ad
olo-
gne
de
artzig
ANTWERP 1578 FIN.
PARIS 1573

Berek Joselewicz,
pod-pułkow-
nik V pułku strzelców
konnych, poległ za Polskę,
w dniu 5 maja 1809
w bitwie pod Sockiem.
cześć jego pa-
mięci!

Berek Joselewicz
lieut-colonel
du Vr. des chasseurs
á cheval, mort pour la
Pologne le 5 mai 1809
au combat de Sock.
honneur á sa mémoire

á mon fils georges
exemple émouvant
Patrie, je dédie
Arthur szyk.

éclaireur de France, en
de l'amour de la
cette image.
paris janvier 1930

Bronisław Mansperl
p.porucznik I p.p.
pierwszej brygady Le-
gionów Polskich
poległ za Polskę, w dniu
21 października r. 1915
w bitwie pod Kuklami
cześć jego pa-
mięci
an Colonel brévetée
militaire De Par-
je dédie cette im-
age

Bronisław
Mansperl, sous-li-
eutenant du 1 R.I. de la
première brigade de la
Legion Polonaise,
mort Pour la
Pologne le 21. X. 1915.
Pomeur à sa mémoire.
Bolesław Wieniawa
Gouver-
-neur de Var-
-vie en toute amitié.
arthur szyk. paris. 1930.

La frontispice de ce manuscrit figur
ent les armes de Son Excellence
Monsieur Alfred de Chlapowski
Ambassad. Leur de la Republique
Polonaise a Paris et de Son
Excellence Monsieur Anatole de
Senateur Ancien Ministre
Maire de Pahors, qui m'ont
constamment encourage de leur
haute bienveillance dans la réalisation
de cette oeuvre dédiée a la gloire de la
Pologne ma Patrie.

Arthur Szyk
1927.

statut kaliski

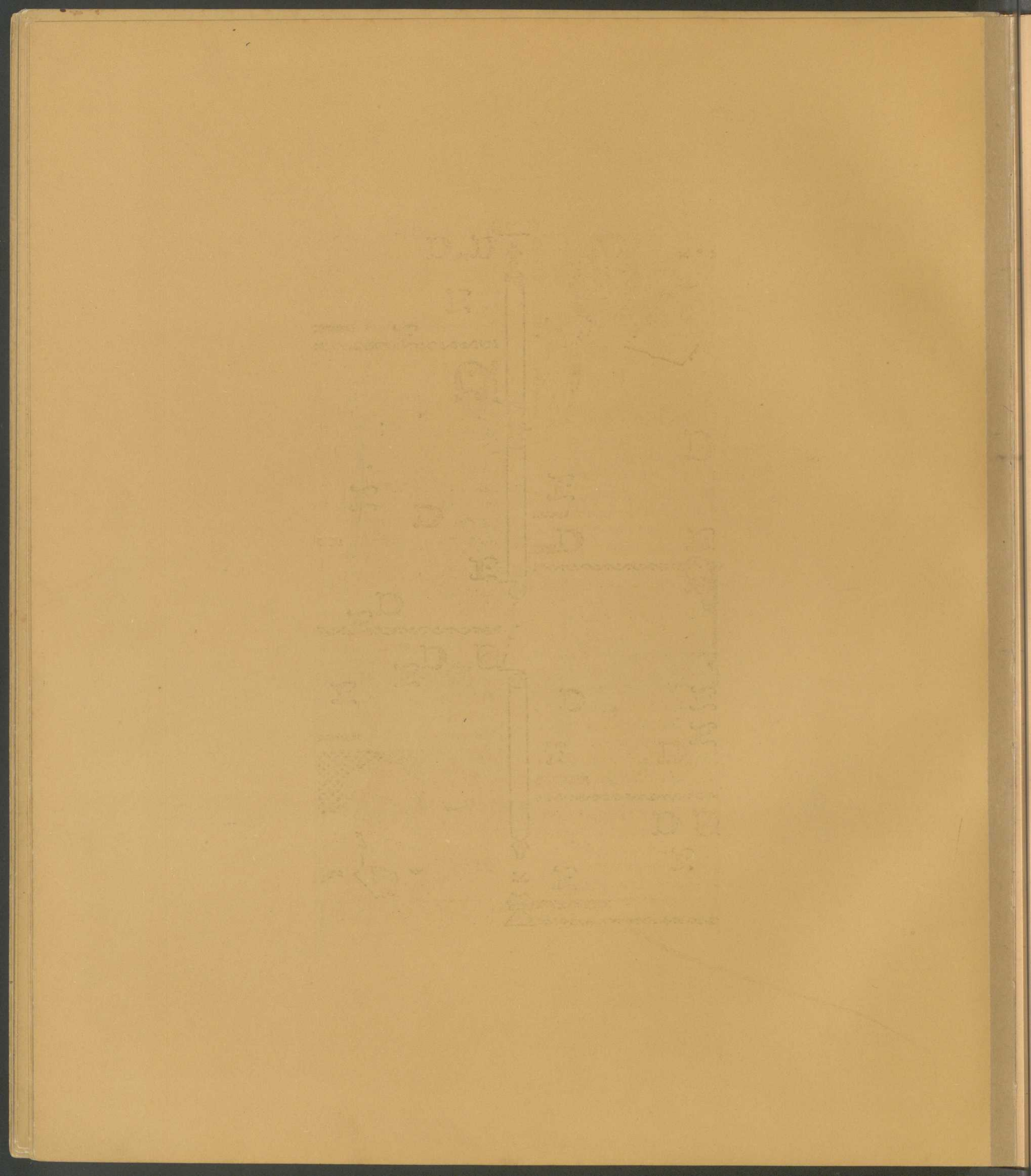
Prawa Zgromadzone przez Zbigniewa Biskupa Włocławskiego a potwierdzone przez Kazimierza Wielkiego w Kaliszu roku 1264 a Kazimierza Jagiellończyka w roku 1447, oraz w Nieszawie roku 1454, a Kazimierza IV Jagiellończyka w Piotrkowie roku 1496, a Zygmunta I w Krakowie roku 1527 a Zygmunta Augusta w Warszawie roku 1563 a Zygmunta III w Warszawie roku 1597 a Władysława IV w Warszawie roku 1633 a Jana Kazimierza w Warszawie roku 1649 a Michała Korybuta w Warszawie roku 1670 a Jana III Sobieskiego w Warszawie roku 1677 a Augusta II w Warszawie roku 1697 a Augusta III w Warszawie roku 1733 a Stanisława Augusta w Warszawie roku 1764 a Sejmu Czteroletniego roku 1791 a Sejmu Wielkiego roku 1818 a Królestwa Polskiego roku 1832 a Cesarstwa Rosyjskiego roku 1864 a Rzeczypospolitej Polskiej roku 1918 a Rzeczypospolitej Polskiej roku 1921 a Rzeczypospolitej Polskiej roku 1935 a Rzeczypospolitej Polskiej roku 1952 a Rzeczypospolitej Polskiej roku 1989 a Rzeczypospolitej Polskiej roku 2001 a Rzeczypospolitej Polskiej roku 2010 a Rzeczypospolitej Polskiej roku 2020 a Rzeczypospolitej Polskiej roku 2030 a Rzeczypospolitej Polskiej roku 2040 a Rzeczypospolitej Polskiej roku 2050 a Rzeczypospolitej Polskiej roku 2060 a Rzeczypospolitej Polskiej roku 2070 a Rzeczypospolitej Polskiej roku 2080 a Rzeczypospolitej Polskiej roku

Ne decreta regia cum fluxu tem-
poris a memoria decidérent ho-
minum, digne prudentium ratio sta-
bilivit, cum ea apicibus futurorum
notitiae voluit jugiter commendare
qua-propter Nos Casimirus
Dei gra-tia Rex
Poloniae nec non
terra-rum Cracoviae San-
domiriae, Sir Radiae, Lanciti
ae, Cujaviae, Pomeraniae que dominus
et haeres, notitiae universorum, tam
praesentium, quam futurorum, pra-
sentibus declaramus: quod, cum

Pour éviter que les décrets royaux
ne tombent, au cours des âges, dans
l'oubli, les sages les ont avec raison
assurés dans la stabilité, en les con-
fiant à des rescrits chargés de les
porter à la connaissance des temps
futurs, sans nulle interruption. Pour
ce motif, Nous Casimir, par
la grâce de Dieu
Roi de Pologne, ainsi
que des territoires de
Cracovie, Sandomir, Siradie,
Lancicie, Cujavie, et Seigneur
héréditaire de la Pomeranie,

nostram nostrorumque [b]aronum prae-
sentiam accedentes viri [h]onesti, nostri
que fideles [J]udaei terrarum nostrarum, nobile [p]rivilegium [m]emo-
[r]ie Boleslai, bonae memoriae quondam
[d]ucis [P]oloniae, proavi
nostri [c]harissimi, super juribus suis ostendissent, supplicant
er humiliter, ut ipsum privilegium no
stro regio insignio innovare et confirmare dignaremur. [T]enor privilegii au-
tem ejusdem de verbo ad verbum
tenor talis extat. [I]n nomine domini
amen. [H]umani generis actiones
nisi [c]onfirmentur voce testium, aut
testimonio literarum, celeriter transeunt, et prorsus a memoria relabuntur;
igitur [N]os Boleslaus
[D]ei gratia
[D]ux [M]aioris
[P]oloniae, notum fa-
cimus tam praesentibus quam futuris, ad quorum notitiam devenerit praesens scriptum, quod
[J]udaeis nostris, per totum dis-
trictum nostri dominii constitutis, eorum statuta et privilegia, quae a nobis obtinuerunt, de verbo ad verbum, prout in sequenti serie continetur, taliter duximus declaranda.

declarons par les présentes et portons à la
connaissance de tous nos sujets, tant
présents que futurs, [q]ue devant nous
assisté de nos [b]arons se sont pré-
sentés des émissaires dignes, de nos
fidèles sujets juifs, qui nous ont mont
ré la noble charte de leurs droits, à eux
accordée par le [g]rand duc Boles
las, de sainte [m]emoi-[r]e,
jadis [g]rand duc de [P]ologne, et
notre [t]rès bien aimé [a]ncêtre.
[I]ls nous ont humblement supplié d'avo
ir pour agréable de proclamer à nou
veau et confirmer cette charte par notre
sceau royal. [C]i voici textuellement la te
neur de ce do[c]ument. [E]n nom du
[S]eigneur, amen. [L]es actions
humaines, que [n]e corroborent
point la parole de temoins et le témoig
nage écrit, disparaissent rapidement
et s'effacent complétement de la memoire.
[A]ussi [N]ous Boleslaus
par [l]a grâce de
[D]ieu [g]rand duc de
[P]ologne
[f]aisons savoir à nos
sujets tant pré-
sents que futurs qui prendront connaissance de cet écrit, que nous avons
accordé à nos sujets juifs, établis sur
toute l'étendue de notre domaine, des
statuts et des privilèges, qui, textuellement et mot pour mot, sont conte-
nus dans le recueil suivant, en la fo
rme ou nous avons pensé qu'ils
devaient être énoncés.



Christianus non deb.
et admitti ad testi
monium contra Ju-
daeum, nisi po-
terit probare per
Judaeum et chri-
stianum.

§1

Primum quidem sta-
tuimus: ut pro pecuni
a. aut pro quacunque re
mobili vel immobili, aut
in causa criminali, quae
tangit personam aut re-
Judaei, nullus Chri
stianus contra
Judaeum, nisi cum
Christiano et Ju
daeo in testimo-
um admittatur.

Si Christianus pro
pignoribus cit
at Judaeum, et ille
non confitetur, Ju
daeus per juram en
tum evadat.

Un chrétien ne doit
pas être admis
comme témoin contre
un juif, sauf s'il peut
apporter le témoign
age d'un juif.

Nous ordonnons en
premier lieu que,
pour toute question
d'argent, de biens, meub
les ou immeubles, toute
affaire criminelle qui
touche à la personne ou
aux biens d'un juif,
aucun chré tien
ne soit admis en té
moignage contre le
juif, à moins qu'il
n'y ait avec le tém
oignage du chrétien
celui d'un juif.

Si le chrétien cite
un juif pour
un gage que le ju-
if n'avoue pas, celui ci
prêtera serment et sera
mis hors de cause.

Item si christianus Judaeum impedierit, asserens: quod ei pignora sua obligaverit, et Judaeus hoc negaverit, et christianus Judaeo simplicibus verbis fidem noluerit adhibere. Judaeus, jurando super aequivalente sibi oblato, suam intentionem probabit, et transeat absolutus.

Si pro minori pecunia asserit christianus, quod Judaeo pignus obligavit Judaeus per juramentum probabit.

Si christianus obligaverit Judaeo pignus, asserens quod Judaeo pro minori pecunia obligaverit, quam Judaeus confiteatur, jurabit Judaeus super pignore sibi oblato et

Item - si un chrétien cause des ennuis à un Juif, en affirmant qu'il lui a confié un gage, malgré ses dénégations, et si le chrétien refuse d'ajouter foi à la simple affirmation du Juif, celui-ci, par un serment qui portera sur la valeur totale du gage, fera la preuve de sa bonne foi, et sera renvoyé absous.

Si un chrétien affirme qu'il a confié un gage et reçu une somme d'argent inférieure à la valeur du gage, le Juif prêtera serment et fera la preuve.

Si un chrétien ayant déposé un gage chez un Juif affirme qu'il a reçu une somme d'argent inférieure à celle qu'atteste le Juif, celui-ci prêtera serment pour la valeur du gage à lui confié, et le chrétien sera tenu de lui payer ce que le Juif aura prouvé par serment lui être dû.

quod juramento proba
verit, Christianus ei
solvere non recuset.

Si Judaeus dicat
Christiano:
se aliqu- id mutuas
se, Christianus se ju-
ramento expurgabit.

Item si Judaeus
Chr istiano te
stibus non assumt
is, dicat se pignus, mu
tuasse, et ille négaverit,
super hoc Christianu
s solutis qui juram
ento se expurget.

Judaeus pro pignore
omnia potest recipe-
re, exceptis vestibus sac
ris, et madefactis san
guine.

Judaeus recipere po
terit nomine pign
orum omnia, quae sibi
fuérint obligata, quocu-
nque nomine vocentur,
nulla de his requisitio
ne facta, exceptis vesti-
bus sanguinolentis et
madefactis, et sacris ve
stibus, quas nullatenu
s acceptabit.

Item Judaeus contr-
a Christia-
num jurabit: quod ne-
sciebat pignus furatum
aut violenter ablatum.

Si le Juif prétend a-
voir pris un gage
à un Chrétien.

Dem-si un Juif
prétend avoir-
pris un gage à un
Chrétien, sans témoins, le Chrétien,
qui nie le fait, devra se justifier par serment, auquel il sera seul tenu d'avoir recours.

Un Juif peut recevoir en gages tous objets, excepté les ornements sacrés et les objets maculés de sang.

Un Juif peut recevoir, au titre de gages, tous objets qui lui seront offerts, de quelque nom qu'on les appelle, sans avoir à faire sur eux d'enquête, à l'exception des vêtements tachés et maculés de sang, et des ornements sacrés, qu'en aucun cas il ne pourra accepter.

dam obligabatur ei; sic ergo se purgat.

Item si christianus impediret Judaeum, quia pignus, quod Judaeus habet, ei furtim vel per violentiam sit ablatum, Judaeus juret super illo pignore, quod, cum recepit, furtim ablatum vel raptim ignoraverit hoc in suo juramento implicito, quanto sit pignus hujusmodi obligatum, probabit, et sic expurgatione facta christianus sortem et usuram ei persolvet, quae médio tempore accreverunt.

Si christianus aliquid apud Judaeum impignoraverit, et Judaeus suum cum illo amisit, jurabit Judaeus, et absolvetur a petitis.

Item: le juif affirmera par serment, contre l'accusation d'un chrétien, qu'il ignorait au moment où le gage lui fut remis, qu'il avait été volé ou soustrait de vive force, ce faisant il sera justifié.

Item: si un chrétien poursuit un juif, en affirmant que le gage qui se trouve aux mains de celui-ci, lui a été enlevé par vol ou par violence, le juif attestera par serment qu'il ignorait, lorsqu'il le reçut que le gage avait été volé ou arraché de vive force, ajoutant à son serment la somme qu'il versa pour le gage. Il pourra ainsi se justifier, et le chrétien devra lui payer la valeur du gage et les intérêts de cette somme, courus entre temps.

Si un chrétien a mis un objet en gage chez un juif, et que celui-ci le perde, avec ses biens propres, le juif prêtera serment et sera mis hors de cause pour toutes réclamations.

Si autem Judaeus per casum in incendii, aut per furtum, aut per vim, res suas cum ablatis sibi pignoribus amiserit, et hoc constiterit, et Christianus, qui hoc obligaverat, nihilominus eum impetit. Judaeus juramento se proprio absolvet.

Civitas nihil habet agere cum Judaeis nisi Princeps vel Palatinus, pro reatu vero personae solus Princeps judicabit.

Item si Judaei interse de facto discordiam moverint, aut guerram, judex civitatis nostrae nullam jurisdictionem sibi vindicet in eosdem, sed, nos tantummodo, aut noster palatinus, vel ejus judex judicium exercebit; si autem reatus vergit in personam, nobis tantum

Si, par suite d'incendie, de vol ou d'attaque à main armée, un Juif perd ses biens propres ainsi que les objets mis en gage chez lui, et que cet accident soit dûment constaté, au cas où le chrétien ayant déposé son gage poursuivrait néanmoins le Juif, celui-ci prétera serment et sera mis hors de cause.

La cité ni l'intervient pas dans les affaires des Juifs, mais seulement le Prince ou son Comte Palatin, mais pour les inculpations de personnel, seul le Prince jugera.

Item: si les Juifs s'excitent entre eux et déchaînent en fait la discorde et la guerre civile, le juge de notre ville n'assurera aucune juridic

modo hic casus reservabitur judicandus.

Item pro vulnere audaci poena debetur principis et palatino juxta arbitrium, et solutio pro curatione laeso.

Item si christianus audaco vulnus qualitercunque inflixerit, reus nobis et nostro palatino poenam solvat, secundum quod nostram gratiam poterit invenire, nostrae camerae deferendam, et vulnerato satisfaciat pro curatione vulnerum et expensis, ut jura terrae nostrae requirunt et exigunt.

Pro capite audaci poena debetur principi, videlicet confiscatio bonorum.

tion sur eux. Nous seuls, ou notre comte palatin, ou son juge exercerons la justice. Si toutefois, l'inculpation atteint la personne, à nous seuls nous réserverons le droit de juger ces cas.

Item. pour une blessure faite à un nuif, une peine sera due au prince et au comte palatin selon leur estimation, et les frais de maladie seront dûs au blessé.

Item: si un nuif blesse de quelque façon que ce soit, un nuif, il sera inculpé et nous paiera, à nous et à notre comte palatin, au cas où il aura trouvé grâce à nos yeux, une amende qu'il devra apporter à notre chambre de justice. Il devra, en outre, pourvoir à tous les frais pour la guérison de la blessure, à toutes les dépenses faites par le blessé comme le réclament et l'exigent les lois de notre

Item si christianus Judaeum occiderit digno judicio puniatur et omnia rei mobilia et immobilia in nostram transeant potestatem

Pro plaga vel percussione Judaei non sanguinolenta poena debetur palatino et laeso satisfactio.

Item si Christianus Judaeum ceciderit, ita tamen, ut sanguinem non effundat, poena per palatinum requiretur secundum terrae nostrae consuetudinem ab eodem, et percusso seu laeso satisfaciat quemadmodum in terra nostra est consuetum; si vero pecuniam habere non poterit, idem pro commisso, sicut justum fuerit, punietur.

De theloneo a Judaeis exigendo.

Ubicunque Judaeus dominium nostrum transierit, nullus ei aliquod impedimentum praestabit, nec molestiam inferat, aut gravam-

pays.

Pour le meurtre d'un Juif, la confiscation des biens est la peine due au prince.

Item: si un chrétien tue un Juif, il sera puni d'un châtiment digne du crime, et tous ses biens meubles et immeubles passeront en notre pouvoir.

Pour des coups n'ayant pas entrainé d'effusion de sang une peine est due au comte palatin et un dommage au Juif frappé.

Item: si un chrétien frappe un Juif sans qu'il y ait effusion de sang une peine sera exigée par le comte palatin conformé-

·en. sed si aliquas mer
ces. aut aliquas res du
xerit. muta debeat ex
eis provenire per om
nia mutarum loca
et sic quoque ipse
Iudaeus non nisi
debitam solvat mu
tam, quam solveret
unus civium civitat
is illius, in qua Iud
aeus eo tempore co
mmoratur.

De ductione Iudae
orum mortu- orum

ment aux usages de
notre pays, et un dom
mage sera versé au
Juif frappé ou bles
sé, selon la coutum
e de notre pays. si tou
tefois le Chrétien est
insolva ble, il sera
puni pour son délit;
comme de juste.

Sur l'impôt exigible
des Juifs.

En quelque endroit
de notre domaine
qu'un Juif aura pé
nétré, défense est
faite à quiconque de
lui créer des ennuis,
des obstacles ou de le
molester. Si le Juif
apporte avec lui
des marchandises ou
autres objets, il sera
tenu d'acquitter, en to
us les endroits, l'impô
t à provenir de son
commerce, mais n'en
acquittera d'autre que
celui que paierait un
quelconque citoyen de
la ville où le Juif sé
journe, au mo ment
de son trafic.

Sur les convois mort-
uaires des Juifs.

Si Iudaei juxta suam consuetudinem aliquem ex mortuis suis aut de civitate in civitatem, aut de provincia in provinciam, aut de una terra in aliam, deduxerint, nihil ab eis per mutarios nostros volumus extorqueri; si autem mutarius aliquid extoserit ut praedo, volumus, puniatur.

Si pour obéir a leurs coutumes, les Juifs transportent l'un de leurs morts d'une cité dans une autre cité, ou d'une province dans une autre province, ou d'un territoire dans un autre territoire, notre volonté est que nos collecteurs d'impôts n'exigent rien d'eux, et si quelque receveur a exigé une redevance, notre volonté est qu'il soit châtié comme un voleur.

De dissipatione coemeterii

Item si Christianus coemeterium corum quocunque modo dissipaverit, aut invaserit volumus: ut secundum terrae nostrae consuetudinem et jura graviter puniatur, et omnia sua a nostrae camerae proveniant, quocunque nomine nuncupentur.

Sur les dépradations commises aux cimetières juifs.

Item: si un chrétien commet une dépradation quelconque au cimetière juif, ou s'il y pénètre par violence, notre volonté est que conformément aux coutumes et aux lois de notre pays, il soit sévèrement puni par la perte de tous ses biens de quelque nature qu'ils soient, qui seront dévolus à notre chambre de justice.

Iro violentia scolae Iudaeorum.

Si aliquis temerarie jactaverit super

scholae Judaeorum nostro Palatino duo talenta piperis, volumus, ut solvat.

Item de poena judicis contra Judaeum

Item si Judaeus judici suo in poena pecuniara quae „wandel" dicitur, reus inventus fuerit poenam talenti piperis, quae ab antiquo est imposita, solvat eidem.

De contumacia Jud. Daei, qua poena puniatur.

Si Judaeus per edictum sui judicis vocatur ad judicium, et primo et secundo non venerit, pro utraque vice poenam, quae consueta est ab antiquo, persolvat, si ad tertium

Sur les violences exercées contre les écoles juives.

Si quelque téméraire lance des projectiles contre les écoles des Juifs, notre volonté est qu'il soit condamné à payer un talent de poivre a notre comte Palatin.

Sur la peine infligée par le juge juif contre l'un de ses coreligionnaires

Item: si un Juif a été reconnu coupable par son propre juge et passible de l'amende appelée „wandel", il paiera à ce juge un talent de poivre, qui est l'amende infligée depuis une longue antiquité.

Sur les Juifs contumaces.

Si un Juif cite en justice par une convocation régulière de son juge refuse de comparaître, a deux reprises, il devra acquitter, pour chaque refus, la peine qui est depuis longtemps en

edictum non venerit poenam, quae sequitur, solvat judici memorato.

Si judaeus judaeum vulneravit, poenam juxta terrae consuetudinem judici solvet.

Item si judaeus judaeum vulneraverit, poenam judici suo secundum terrae nostrae consuetudinem solvere non recuset.

Qualiter judaei jurare debent.

Statuimus: quod nullus judaeus juret super rodale ipsorum, nisi sit pro magnis causis, quae se extendunt usque ad marcas argenti, vel sit ad nostram praesentiam evocatus, pro minoribus vero causis jurare debet ante scholas ante ostium dictae scholae.

De occulta judaei interfectione.

Si judaeus clam fuerit interfec-

usage, s'il fait défaut à une troisième convocation, il paiera au juge susdit l'amende suivante.

Si un juif blesse un autre juif.

Item: si un juif blesse un chrétien, il sera mis en demeure de payer à son juge l'amende conforme aux usages de notre pays, et ne s'y refusera pas.

De la manière dont les juifs doivent prêter serment.

Nous ordonnons qu'aucun juif ne prête serment sur les objets sacrés, sauf pour les cas graves, qui vont jusqu'à marcs d'argent, et pour ceux évoqués

tus, ut per testimonium contestari non possit is, qui eum interemit, si post inquisitionem suspectum habere coeperint judaei, nos judaeis

contra suspectum judaei occisorem patrocinium justitiae adhibebimus jure mediante rei.

De violentia manuali in judaeum terrae poenam et judicium docet.

Item si christian i alicui judaeo manum injecerint violentam, secundum quod jus terrae nostrae exegerit, puniendur.

De potestate judicis.

Item judex judaeorum nullam ca usam ortam inter judaeos in judicium

devant nous-mêmes. Cependant, pour les cas de moindre importance, il peut prêter serment devant la porte de l'école juive.

Sur le meurtre secret d'un juif.

Si un juif a été si secrètement tué qu'on ne puisse attester par témoignage quel est l'auteur du crime, mais si après enquête les juifs soupçonnent quelqu'un, nous, entant que médiateurs dans cette cause de justice, accorderons aux juifs, contre l'assassin présumé la protection de la justice.

Sur les violences corporelles faites à un juif.

Item si les chrétiens exercent contre quelque juif des sévices, ils seront punis conformément à la loi de notre pays.

deducat, nisi fuerit per querimoniam invitatus. Item judaei circa scholas vel ubi elegerint, debent judicari.

De accrescentia usurarum.

Item si a judaeo christianus pignus suum absolverit, quod usuras non persolverit, eas dem si intra mensem non dederit, illis usuris accrescant usurae

De hospitatione judaei.

Item nullum volumus in domo judaei hospitari.

De literis et possessione bonorum immobilium.

Si judaeus super possessiones aut literas bonorum immobilium pecunia-

Sur le pouvoir du juge juif.

Item: le juge juif n'évoquera devant lui aucun des litiges qui peuvent surgir entre juifs, sauf s'il n'y est invité par une plainte formelle.

Item: les juifs devront être jugés devant leurs écoles, ou aux endroits qu'ils auront choisis.

Sur le commun des interêts.

Item: si un chrétien a libéré son gage déposé chez un juif, mais n'a pas payé intégralement l'intérêt dû, il lui sera accordé un mois pour acquitter ces intérêts, sauf de quoi les intérêts seront productifs d'intérêt.

Sur l'hospitalité juive.

Item: notre volonté est que personne ne reçoive l'hospitalité dans une maison juive.

m mutuaverit, id quo
que ille, cujus res est
probaverit, nos Iu
daeo et pecunias et
literarum pignus
abjudicari statuimus

De Judaeorum pu
eris

Item si aliq
uis vel aliq
ua puerum Judaeis
abduxerit, vo Iluntas
condemnetur, ut fur

De potestate judicis.

Item si Judaeus
receperit a chr
istiano pignus, et
per spatium anni te
nuerit, si pignoris v
alor mutuatam pé
cuniam non excesse
rit, Judaeus judici
suo pignus demon
strabit; si vero pign
us bonum non fuerit
palatino nostro vel
suo judici ostendet.

Sur les titres de possessi
on des biens immeubles.

Si un Juif empru
nte de l'argent
sur des biens ou sur
des titres de possessio
n de biens immeubles
et que celui à qui les
biens appartiennent,
en fasse la preuve;
nous ordonnons qu
e la somme d'arg
ent ainsi que les titres
de possession donnés
en gage soient enlevé
s au Juif qui sera
déclaré déchu.

Sur les enfants des juifs.

Item: si quelqu'un,
homme ou femme,
détourne un enfant,
Juif, notre volonté
est qu'il soit cond
amné, comme un vo
leur.

Du pouvoir du juge.

Item: si un Juif
reçoit d'un

vel postea vendendi habebit libertatem; si idem pignus, antequam annus transierit, suo judici demonstrabit, si quidem pignus apud Judaeum diem et annum remanserit, nulli super hoc postea respondebit.

Judaei non judicentur die feriata.

Volumus: ut nullus Judaeum super solutione pignorum in suo feriato die audeat coarctare.

De ablatis pignoribus Judaeis per aliquem.

Item quicunque Christianus pertinem abstulerit pignus suum a Judaeo, aut violenti am in domo sua exercuerit, ut dissipator nostrae camerae gravi

Chrétien un objet en gage qu'il conserve pendant un an si la valeur du gage n'excede pas la somme empruntée, le Juif remettra l'objet à son juge. Si le gage n'est pas de bon aloi, il le remettra à notre Comte Palatin ou à son juge ou bien aura par la suite la liberté de le vendre, quand il l'aura remis à son juge, avant que l'année ne soit écoulée. si enfin, le gage est resté chez le Juif un an et un jour, il n'aura plus à en répondre à quiconque.

De la vacance des tribunaux, aux jours feriés

Nous ordonnons que nul n'ait l'audace de poursuivre en justice un Juif, un des jours que les Juifs regardent comme feriés, pour un litige relatif à des gages.

Sur l'enlèvement des gages.

Item: tout Chrétien qui aura repris

ter puniatur.

Item in scholis judicentur eorum excessus

Item contra Judaeum non nisi in scholis, vel ubi judicatur omnes Judaei, in judicio procedatur: exceptis nobis et nostro palatino, qui eos possumus ad nostram praesentiam evocare.

De impeticione Judaei per Christianum pro puero interempto

Juxta constitutiones papae, in nomine nostri patris sancti, districtius prohibemus, ne de caetero Judaei singuli, in nostro dominio constituti, debeant culpari, quod humano utantur sanguine, cum juxta praeceptum legis ab omni prorsus sanguine se

par la force un gage déposé chez un Juif, ou qui aura exercé des violences dans sa demeure, sera puni sévèrement, comme destructeur de notre chambre de justice.

Sur le jugement des délits des Juifs.

Item: on ne procédera contre les Juifs à aucun acte de justice, si ce n'est devant leurs tribunaux ou dans les lieux où sont jugés tous les Juifs; exception est faite en notre faveur et en faveur de notre comte palatin, qui pourront évoquer devant nous

Sur l'accusation d'un meurtre d'enfant: conformément aux instructions du pape et au nom de

Judaei contra sanctum universi. Deo si aliquis Judaeus de occisione alicujus pueri Christiani per Christianum fuerit inculpatus, tribus Christianis et totidem Judaeis convinci debet, et postquam convictus fuerit, tunc ipse Judaeus tantummodo poena, quae sequitur, puniatur crimine pro commisso; si vero ipsum testes supradicti et sua innocentia expurgabit poenam Christianus, quam Judaeus pati debuerat, pro calumnia non immerito sustinebit.

Aequalis pecunia sive debitum semper Judaeo responderi debet cum usura, sive in auro sive in argento.

notre Saint-Père nous interdisons formellement d'accuser tous et chacun des Juifs établis sur nos terres, de boire du sang humain, puisque, au contraire, aux termes de leur loi, les Juifs sans exception s'abstiennent de toute sorte de sang.

Si cependant un Juif était accusé par un Chrétien d'avoir tué un enfant chrétien, il ne pourra être convaincu que par le témoignage de trois Chrétiens et de trois Juifs. Ce n'est qu'après avoir été ainsi convaincu de crime que le Juif sera puni pour son forfait.

Mais si les témoins susdits et sa propre innocence le lavent de l'accusation, le Chrétien, subira, et non sans justice, la peine que le Juif aurait dû subir.

De la restitution intégrale augmentée de l'intérêt.

Item: nous ordonnons que tout ce

Item statuimus : ut quidquid Judaeus mutuavit, sive aurum fuerit, denarii, sive argentum, idem sibi solvi vel reddi debet cum usura debita, quae accrevit.

De equis obligatis

Volumus: ut Judaei equos quascunque generaliter omnes manifeste atque in luce diuturna pro pignore recipiant, si autem aliquis equus apud Judaeum furatus per Christianum aliquem inveniretur. Judaeus se juramento proprio expurgabit, dicens: quia eundem equum manifeste et in die pro tali, quam debuit pecuniam, impignoratum habuit, et credebat non furatum.

De falsa moneta quaerendum.

Item inhibemus: ut monetarii, in nostro dominio constituti, Judaeos cum falsis denariis, vel reb

Qu'un Juif aura donné en échange d'un gage, soit or, soit deniers, soit argent, lui soit payé ou rendu intégralement, accru de l'intérêt dû.

Des chevaux en gage

Nous voulons que les Juifs puissent recevoir en gage les chevaux de toute qualité et de toute espèce, à la condition que ce soit de notoriété publique et fait en plein jour. Si un Chrétien découvre chez un Juif un cheval volé, le Juif devra se justifier sous serment et affirmer qu'il a reçu en gage ce cheval là, au su et au vu de tout le monde, tel jour, de la part d'un tel, quelle somme il a donnée, et qu'il ne croyait

us aliis, soli absque nostro nuntio, vel nostri palatini, seu absque civibus honestis, quoquomodo detinere vel capere non praesumant.

De clamore audacis in nocte pro violentia

Statuimus: quod si audaeus aliquis compulsus nimia necessitate noctis tempore clamaverit et si vicini christiani praestare non curaverint auxilium opportunum, nec venerint ad clamorem, quilibet vicinus suus christianus triginta solidos teneatur.

De comparitione et emptione victualium

Statuimus etiam: ut judaei vendant omnia libere

pas que ce fut un cheval volé.

Sur les enquêtes touchant la fausse monnaie:

Item: nous défendons à nos officiers monnayeurs, constitués sur notre domaine, de retenir en prison ou d'arrêter les Juifs, sur des simples présomptions, avec les faux monnayeurs, de leur seule initiative, sans un ordre venu de nous, ou de notre Comte Palatin, ou sans indications venues de citoyens honorables.

Sur les cris poussés par un Juif attaqué pendant la nuit.

Nous ordonnons que dans le cas où un Juif, contraint par une nécessité urgente, crierait pendant la nuit, sans que les Chrétiens voisins s'inquiètent de lui apporter secours en temps nécessaire, chacun de ses voisins Chrétiens sera condamné à 30 sous d'or.

et emant, panem tan
gant, similiter ut
Christiani, prohibe
ntes vero poenam
nostro palatino pro eo
solvere tenebuntur;
et ut omnia, quae pr
aemissa sunt, perpet
uae robur obtineant
firmitatis, praesens
instrumentum cum
testium annotatione
ipsis pro cautela dedi
mus cum sigilli nos
tri munimine robor
atum: hujus vero rei
testes sunt: Comes
Hardelbus, Comes Ala
tinus Calisiensis
sis, Comes similite
r Castellanus
Gnesnensis, Come
s Lankalis, Come
s Mathias, Ca
stellanus Le-
enensis, Comes
Szhoslans, Sin
cerna Calisi-
ensis Comes ers-
lans, Senator
Wedenensis, cum a
liis quam pluri-
bus baronibus ter
rae nostrae.

Actum in civitate
Kalisch in crastino die
assumptionis BMV
anno dni MCCI XIV
octavo calendas septembris

Sur l'achat et la ventes des vivres.

Nous ordonnons enfin que les juifs puissent, en toute liberté, vendre et acheter toutes sortes d'objets et toucher le gain exactement comme les chrétiens. Ceux qui les en empêcheraient seront condamnés a payer une amende à notre comte palatin. Nous voulons que toutes les ordonnances ci-dessus aient force perpétuelle. La présente charte, suivie de la signature des témoins, revêtue de notre sceau, nous l'avons donné pour caution aux juifs eux-mêmes dont elle sera la puissante protection.

Nos igit
ur pure
ipsorum
m bilig
enter co
nsidera
to, et in
specto statuto praede
cessorum nostrorum
confirmare eo magis
quam monere aliqua
liter decernentes, bien
emeritis ipsorum de
sideriis favorabiliter
inclinati, ex nunc pr
aedicta omnia innov
amus, roboramus, et
ratificamus in titul
um perpetuae firmi
tatis, in horum aut
em evidentiam pra
esentes sunt nostro
sigillo insignitae.

Actum Cracoviae die
BB. Martyrums
Ejusdem sociorums
ejus a. dni MCCXXXV
praesentibus his nobilibus.
nostris, Spicimiro, caste
llano Cracoviensis,
Nisezmio, Sandomi
riensis, Nicolao,
Palatino Cracoviensis
Andrea, Benatare
Przylwosande, suc
camer- Rario Cracoviensis
et aliis multis fi de dignis
Datum per manus bi
gnei, praepositi et 21

Les témoins ont été:
Le Comte rdelb.
us, Comte Pala
tin de Calissie, C
omte Chatelai
n de Gniez
no, Comte Ca
nka Calis, Comte
athias Chatelain
de Lednica, Com
te Leslas, de Cs
Cuirassiers de
Calissie, Comte
Derys Clas, r
and Veneur de Ce
dnica, ainsi
que les autres ba
rons de nos terres. B
ait dans la ville de
Halisch, le jour
des l'Assomption
de la M.
l'années du S.
Seigneur MCCLXIV, le
8 des calendes de
Septembre.

Après avoir
soigneusem
ent considé
ré le droit
des Juifs
le statut à eux con
cédé par nos prédéces
seurs, nous avons dé
cidé de le confirmer
plutôt que d'en élab
orer un différent,
et parce que nous
sommes disposés à

cancellarii nostri Cracoviensis.

Casimirus R.

accueillir favorablement les justes requêtes de nos sujets, nous réitérons aujourd'hui, confirmons et ratifions toutes les ordonnances susdites, auxquelles nous donnons force perpétuelle. En preuve de quoi, les présentes sont revêtues de notre sceau.

Fait à Cracovie le jour des bienheureux martyrs Peng et ses compagnons l'an du Seigneur 1334, étant présents nos seigneurs Spicimir, comtes de Cracovie, Wisegnius de Nandomir, Nicolas comte palatin de Cracovie, André, grand échanson de Cracovie, et beaucoup d'autres dignes de foi.

Donné par les soins de Nobiqueux, notre chancelier de Cracovie.

Signé Casimir. R.

Przywileje Żydom przez Kolc-
stawa Pobożnego Wielkiego
Księcia Polskiego, w Kr
1264 udzielone, przez Kazimierza
Wielkiego Króla pol-Skiego rozsze
rzone i potrzykroć, w leciech 133[illegible]
1364 i 1367 potwierdzane, a w rozpieto
ści dziejów narodu polskiego
przez królów i wielk-ich książąt
odnawiane i ze statutami królews-
kimi wraz potwierdzane.

A IOSLA IE RUNWIE FA SYNA BE
DO WIECZNEGO WZIETY PARYŻ BOHUSZEWSKIE ZE SZTANDARU PUKU RYT

ce texte est une traduction fidèle du texte original latin faite á paris en novembre 1927

Défense héroïque de Praga, faubourg de Varsovie, par le régiment juif de Berek Joselewicz, le 7 Novembre 1794. A la mémoire de mes coreligionnaires polonais, morts pour leur Patrie. je dédie cette image. Arthur Szyk, me-

פוילישן יידענטום

traduit d'aprés le texte original

דאס גאלדענע בוך פון

latin à paris en fevrier 1930

Charter of privileges accorded the Jews by Boleslaw the Pious, Grand Duke of Great Poland, in 1264, confirmed by Casimir III, called the Great, in 1334, and by Casimir IV in 1447 and 1487. In the name of God. Amen. Lest royal decrees fall into oblivion through the lapse of time, sages have assured their preservation through confiding them to written documents that will faithfully transmit their contents to posterity. Therefore we, Casimir, by the grace of God king of Poland and the territories of Cracow, Sandomir, Siradia, Lancicia, and Cujavia, and hereditary lord of Pomerania, declare by these presents and make known to our subjects now and for all time to come, that worthy emissaries of our faithful subjects, the Jews, presented themselves before us in the presence of our Barons, and showed us the noble charter of rights granted them by our well-beloved ancestor, of sainted memory, the Grand Duke Boleslaw of Great Poland, and have humbly besought us to proclaim anew and confirm this charter by our royal seal. The said charter reads textually as follows: In the name of God, Amen. The deeds of man, when unconfirmed by the voice of witnesses or by written documents, are bound to pass swiftly away and disappear from memory. Because of this, we, Boleslaw, Grand Duke of Great Poland, make it known to our contemporaries as well as our descendants to whom this writing shall come down, that the Jews who have established themselves over the length and breadth of our land, have received from us the statutes and privileges which are contained textually, word for word, in the following enactments, in the form we have thought fitting for their promulgation. 1) A Christian cannot be accepted as witness against a Jew unless his testimony be accompanied by that of a Jewish witness. First and foremost, we ordain that in criminal cases and in cases concerning money and real or personal estate, involving the property or person of a Jew, no Christian can be admitted as witness against a Jew unless the testimony of the Christian be accompanied by that of a Jew. 2) If a Christian assert that he has placed an article in pawn with a Jew, and the Jew deny it, the latter may clear himself by oath. Item. If a Christian molest a Jew by insisting, despite his denials, that he has left a pledge with him, and refusing to believe the Jew's unsworn word, the latter may clear himself by oath, binding himself to the total value of the pledge. 3) If a Christian claim that he has pawned an article with a Jew for a sum less than that claimed by the latter, the Jew's claim shall be allowed upon oath. If a Christian, having left a pledge with a Jew, assert he has received a sum less than that claimed by the Jew, the latter shall swear to the value of the pledge confided him and the Christian shall be bound to pay the sum the Jew has sworn due him. 4) If a Jew claim to have taken security from a Christian. Item. If a Jew claim, without witnesses, to have taken security from a Christian who denies this claim, the latter alone may clear himself by oath. 5) Jews may accept all goods as security for a loan, except sacred ornaments, and articles stained with blood. A Jew may accept, by way of pledge, all goods offered him, whatever their designation, without further inquiry, except garments stained or spotted with blood, or sacred ornaments, which he may in no wise accept. 6) Item. A Jew may clear himself against the accusation of a Christian, by swearing he did not know, upon accepting a pledge, that it was stolen or robbed. Item. If a Christian prosecute a Jew with the claim that a pledge found in the Jew's hands had been robbed or stolen from him, the Jew may swear that when he received the pledge he was ignorant of the theft or robbery, and may declare on oath the sum loaned against the pledge. He can thereby clear himself, and the Christian is bound to pay him the value of the loan, together with accrued interest. 7) If a Christian pawn an article with a Jew who loses it together with property of his own, the Jew by due oath may clear himself of responsibility for the loss. If, as a result of fire, theft, or robbery at the point of arms, a Jew lose his property together with articles pawned with him, and the facts have been duly verified, should a Christian owner of one of these pawned articles prosecute the Jew, the latter may clear himself by oath. 8) Municipal authorities shall have no jurisdiction in Jewish affairs, which shall remain in the hands of the prince, or his count palatine, with the exception of criminal cases which shall be judged by the prince alone. Item. If the Jews behave disorderly among themselves, or instigate in their own ranks discord or civil disturbance, the city courts shall have no jurisdiction over them. Only we, or our count palatine, or the judge representing him, shall exercise justice over them. Moreover, we reserve to ourselves the right to judge cases involving individual crime. 9) Item. For a wound inflicted upon a Jew, a fine shall be forfeit to the prince or count palatine, to the amount they shall estimate; and the victim shall be indemnified for the expenses involved in the injury. Item. If a Christian wound a Jew in any way, he shall be condemned, and in case he find grace in our eyes, he shall pay a fine to us or our count palatine, which he shall deliver to our court of justice; he shall bear, moreover, the costs of the damages and expenses sustained by the victim, in accordance with the laws of the land. 10) For the murder of a Jew, all goods shall be confiscated and forfeit to the prince. Item. If a Christian murder a Jew, he shall receive due punishment, and in addition all his goods shall be confiscated and shall pass into our power. 11) For blows not followed by bloodshed, penalty shall be exacted by the count palatine, and damages awarded the Jewish victim. Item. If a Christian strike a Jew without shedding blood, the count palatine shall exact penalty according to the law of the land, and damages shall be paid the victim as directed by the customs of the country; if, however, the Christian is insolvent, he shall only receive the usual punishment for his crime. 12) On taxes due from the Jews. Wherever in our dominions a Jew may find himself or choose to go, he shall not be molested, and neither let nor hindrance shall be placed in his way; if he carry with him merchandise or other objects, he shall be obliged to pay in each place the local taxes and duties bearing on his commerce, but he shall pay no taxes other than those laid upon the local citizens. 13) On Jewish funeral convoys. If in obedience to their customs, the Jews transport their dead from one city to another, or one province or territory to another, it is our will that our tax collectors claim nothing from them; and should a tax collector do so, it is our will that he be punished as a thief. 14) On depredations in Jewish cemeteries. Item. If a Christian commit a depredation in a Jewish cemetery, or forcibly gain entrance there, it is our will that conformable to the customs and laws of our land he be severely punished by the confiscation of all his goods, which shall be delivered into the hands of our court of justice. 15) Concerning attacks upon Jewish "schools" or synagogs. Should a hothead attack a Jewish synagog with stones or other missiles, it is our will that he be condemned to pay a talent of pepper to our count palatine. 16) Concerning the penalty inflicted by a judge upon the Jews. Item. If a Jew has been condemned by his judge to pay the fine known as "Wandil," he shall pay his judge a talent of pepper, which is the ancient fixed fine. 17) On insubordinate Jews. If a Jew summoned by due process to appear before his judge twice refuse to do so, he shall become liable for each refusal to the customary established penalty, and if he default a third time, he shall pay the said judge the following fine. 18) If a Jew wound another Jew. Item. If a Jew wound a fellow-Jew, he shall be called upon to pay his judge the fine fixed by the customs of our land, and he shall not refuse to do so. 19) On the manner in which Jews shall take oath. We ordain that no Jew shall swear upon sacred objects except in major cases which involve sums greater than fifty marks silver, or cases which are brought before our person; nevertheless, in minor cases, he may take oath before the doorway of the synagog. 20) On the secret murder of a Jew. If a Jew has been secretly murdered, and no one can bear witness to the identity of the murderer; yet if certain Jews, upon inquiry, declare their suspicions, we, as mediators in this suit of justice, grant these Jews the protection of the court. 21) On corporal violence against a Jew. Item. If a Christian assault a Jew, he shall be punished in accordance with the law of the land. 22) On the power of the judges. Item. A judge for Jewish affairs (Judex judaeorum) may not summon before him a case in litigation between Jews unless he has received a plaint drawn up in due form. Item. Jews shall be judged before their synagogs, or in such places as they may select. 23) On compounding interest. Item. If a Christian redeem an article pawned with a Jew, but do not pay in full the accumulated interest, he shall be allowed one month in which to pay the balance, after which interest shall be charged on the interest still due. 24) On Jewish hospitality. Item. It is our will that no one shall accept hospitality in a Jewish home. 25) On titles to real estate. If a Jew loan money on real estate or titles to real estate, and the owner of the estate prove his title, we ordain that the loan as well as the titles be seized from the Jew, whose rights in them shall be declared forfeit. 26) Concerning Jewish children. Item. If anyone, man or woman, lead astray or abduct a Jewish child, it is our will that he or she be punished as a thief. 27) On the power of a judge. Item. If the value of an article pawned with a Jew by a Christian for a period less than a year do not exceed the amount advanced on it, the Jew, after taking the article to his judge or to the count palatine, and it be found wanting, may sell it before the lapse of a year; but if the article has remained in the hands of the Jew a year and a day, he shall become its rightful possessor. 28) Concerning closure of courts on holy-days. We ordain that no one shall dare cite a Jew before court, in litigation concerning pawned property, on such day as the Jews consider holy. 29) On the forcible removal of pawned articles. Item. Any Christian forcibly removing an article pawned with a Jew, or exercising violence in his house, shall be severely punished as a violator of our justice. 30) Concerning trial for Jewish offenses. Item. Jews may be prosecuted only before their own courts or in places where Jews are customarily judged; exception alone is made in our favor and in favor of our count palatine who can always summon them before us. 31) On the accusation of child-murder. In conformity with papal bulls and in the name of our Holy Father, we absolutely forbid the accusation of any and every Jew in our land of drinking human blood; the more so, since the Jews without exception, in conformity with their own law, abstain from using any sort of blood. If, nevertheless, a Jew is accused of the murder of a Christian child, such accusation must be proved by the testimony of three Christians and three Jews before the Jew can be condemned; if, however, the said witnesses and the innocence of the accused reveal the falsity of the charge, the Christian accuser shall meetly suffer the punishment that would have awaited the Jew. 32) On repayment of loans with accrued interest. Item. We ordain that whatever a Jew has given in exchange for security, be it gold, silver, or other money, shall be repaid him in full, together with accrued interest. 33) On horses placed in pawn. It is our will that Jews may receive all species and qualities of horses as security upon loans, provided they are pledged publicly and in open daylight. In case a Christian recognize a horse stolen from him among the horses pawned with a Jew, the latter may clear himself under oath by swearing he received the horse as security, in the sight and knowledge of everyone, on such and such a day, from so and so, and for thus and thus sum, and that he did not know or believe the horse was stolen. 34) On counterfeiting-raids. Item. We forbid the officers of our mint, constituted in our domains, to proceed on their own initiative with the arrest or detention of Jews suspected of counterfeiting, without, that is, an order from us or our count palatine, or without information given them by responsible citizens. 35) Upon the cries of a Jew attacked in the night. We decree that in case a Jew in dire straits call for help in the night, and his Christian neighbors do not trouble themselves to succour him in his need, each of these Christian neighbors shall be fined 30 zloty. 36) On the purchase and sale of victuals. To conclude, we decree that Jews shall be permited to buy and sell every sort of goods, and profit thereby, on the same footing as Christians; and anyone interfering with them shall be condemned to pay a fine to our count palatine. It is our will that the above ordinances remain valid for all time. The present charter, duly subscribed by our witnesses and invested with our seal, we give as a pledge into the hands of the Jews themselves, to whom it will be a powerful shield. In witness thereof: Count Ardelbus, count palatine of Kalisz and castellan of Sniezn; Count Jan of Kalisz; Count Mathias, castellan of Lednica; Count Czeslas, cupbearer of Kalisz; Count Derysias, master-of-the-hounds of Lednica as well as other barons of our land. Done in the city of Kalisz, the day of the Assumption of the Blessed Virgin Mary, in the year of our Lord 1264, on the VIII calends of September. After carefully considering the rights of the Jews and the statutes granted them by our predecessors, we have decided to confirm them rather than elaborate others; and because we are favorably disposed toward the just petition of our Jews, we hereby repeat, confirm, and ratify this day all the above ordinances, which we declare binding for all time. In proof thereof, these presents are invested with our seal. Done in Cracow, the day of the Blessed Martyrs Denys and his Companions, the year of our Lord 1334, being present our lords Spicimir, count of Cracow; Andrew, master-of-the-hounds of Krzyivosande and under-chamberlain of Cracow; Nisezynius of Sandomir; Nicolas, count palatine of Sbigneus, our lord chancellor of Cracow. Casimir.

Ce texte est une traduction fidèle du texte original latin, faite à Paris en Octobre 1928

Casimir Pulaski, a Polish nobleman who gave his life for the independence of the United States.

Haym Salomon, a Polish Jew who sacrificed his fortune for the cause of American liberty.

echte, die den Juden Boleslaus, Herzog von Grosspolen, im Jahre 1264 gewährt, dann Kasimir II im Jahre 1334 und Kasimir III im Jahre 1447 und 1467 voll bestätigt hat. Im Namen Gottes! Amen. Damit die Verordnungen der Könige nicht im Laufe der Zeiten der Vergessenheit anheimfallen, hat ihnen die Voraussicht der Weisen entsprechende Dauer erworben, indem sie im Wege der Schrift, der Kenntnis zukünftiger Geschlechter sie ohne Unterbrechung zu übergeben, gedachte. Daher geben Wir, Kasimir, von Gottes Gnaden König von Polen und Herr und Erbe der Länder Krakau, Sandomir, Lanzitz, Kujavien und Pommern Unseren Untertanen, den gegenwärtigen wie auch den kommenden, durch eben diese vorliegende Schrift allgemein kund: vor Uns und Unseren Baronen erschienen treue Juden Unserer Länder und flehten Uns inständigst, nachdem sie die Privilegien, die Boleslaus, seligen Angedenkens, Herzog von Grosspolen und Unser vielgeliebter Ahne, ihnen zugestanden hatte, vorzeigten, das Wir diese ihre Privilegien von neuem zu verkünden und durch Unser Königliches Siegel zu bekräftigen, für genehm halten mögen. Der Inhalt jenes Privilegiums ist nun wort wörtlich folgend: Im Namen Gottes! Amen. Die Werke der Menschen, denen weder das Wort der Zeugen noch die Zeugenschaft der Schriften Stärke verleiht, vergehen schnell und allzubald nur sind sie aus dem Gedächtnis entschwunden. Deswegen verkünden Wir, Boleslaus, von Gottes Gnaden Herzog von Grosspolen, den Zeitgenossen, sowie auch den zukünftigen Geschlechtern, zu deren Kenntnis die vorliegende Schrift gelangen wird, und teilen ihnen mit, dass Wir den Juden die sich im gesammten Bereiche Unserer Länder ansessig gemacht haben, ihre Rechte und Privilegien in eben der Form verlautbart haben, in der sie in der nachfolgenden Sammlung enthalten sind. 1) Ein Christ darf nicht zur Zeugenschaft gegen einen Juden zugelassen werden es sei denn, wenn er durch einen Christen und einen Juden bestätigt werden kann. Dasei es an erster Stelle gesagt: in keiner Angelegenheit, die eines Juden Geld oder Güter, ob es bewegliche oder unbewegliche sind, und in keiner Strafsache, die eines Juden Person oder Vermögen betrifft, darf ein Christ zur Zeugenschaft gegen einen Juden zugelassen werden, es sei denn, dass mit ihm noch ein Christ und ein Jude aussagen. 2) Wenn ein Christ einen Juden vor Gericht zitiert wegen eines Pfandes, das der Jude bekommen zu haben nicht zugibt, dann wird der Jude auf Grund seines Schwures freigesprochen. Das heisst: wenn ein Christ einen Juden anklagt indem er behauptet bei ihm ein Pfand hinterlegt zu haben, und der Jude dies leugnet, der Christ aber den bloßen Behauptungen des Juden Glauben zu schenken nicht geneigt ist, dann soll der Jude durch einen Eid, der sich auf den Wert des Pfandes bezieht, seine Gesinnung beweisen und darauf hin freigesprochen werden. 3) Wenn ein Christ behauptet für Pfand sei ein einen kleineren Betrag bekommen zu haben als es der Jude angibt, dann wird der Jude durch einen Schwur den Beweis erbringen. Wenn ein Christ bei einem Juden etwas verpfändet hat und behauptet, weniger dafür erhalten zu haben, als der Jude wahr haben will, dann soll der Jude betreffs des Pfandes schwören und der Christ darf nun die Rückzahlung des unter Eid genannten Betrages nicht mehr verweigern. 4) Wenn ein Jude aussagt, er hätte einem Christen ein Pfand geborgt, dann muss sich der Christ durch einen Schwur rechtfertigen. Das heisst: wenn ein Jude, ohne Zeugen anführen zu können, aussagt er hätte ein Pfand belehnt, und der Christ es leugnet, dann muss der Christ, und nur er allein, einen Eid darüber schwören und sich dadurch rechtfertigen. 5) Ein Jude darf als Pfand alles annehmen außer kirchlichen Geräten und blutbefleckten Kleidern. Ein Jude darf als Pfand alles annehmen, was ihm angeboten wird, was es auch immer sei, ohne dass er darüber eine Untersuchung anzustellen hätte; ausgenommen sind kirchliche Geräte und blutbefleckte Kleider, die anzunehmen auf jeden Fall nicht erlaubt ist. 6) Ein Jude wird der Beschuldigung des Christen entgegen, beschwören, dass er bei der Uebernahme des Pfandes nicht gewusst hat, es wäre gestohlen oder durch Gewalt entrissen worden; so wird er seine Unschuld beweisen. Das heisst, wenn ein Christ einen Juden anklagt, weil das Pfand in dessen Händen bei ihm gestohlen oder geraubt worden sei, dann soll der Jude es beschwören, dass er bei der Empfangnahme des Pfandes nicht gewusst hat, es stamme dies von einem Diebstahl oder Raub, und er soll dem Schwur auch beifügen, wie hoch er das Pfand belehnt hat; dadurch wird er seine Unschuld beweisen und der Christ muss ihm sowohl die Schuld wie auch die Pergente bezahlen, die inzwischen fällig geworden sind. 7) Wenn ein Christ bei einem Juden etwas versetzt, und dieses zusammen mit eigenem Besitz verliert, dann soll der Jude einen Schwur leisten und von jeglichen Ansprüchen freigesprochen werden. Wenn ein Jude durch Feuer, Diebstahl oder bewaffneten Ueberfall sein Vermögen mitsammt den bei ihm erlegten Pfändern verliert, und dies wirklich festgestellt worden ist, dann soll der Jude falls ihm nichts desto weniger der Eigentümer des Pfandes gerichtlich belangt, einen Eid schwören und wird sonach freigesprochen. 8) Die Gemeinde hat in Judenprozessen nicht einzugreifen, nur der Fürst oder der Palatin, in allen Strafsachen wegen Körperverletzung aber ist allein nur der Fürst Richter. Das heisst: wenn die Juden untereinander Unfrieden stiften oder einen Bürgerkrieg entfachen, darf der Richter Unserer Stadtgemeinde sich keinerlei Recht anmaßen, darüber zu richten; nur Wir oder Unser Palatin oder auch dessen Richter werden darüber zu Gericht sitzen; betrifft die Anklage Verbrechen gegen die persönliche Sicherheit, dann ist der Fall nur Uns allein vorbehalten. 9) Für die Verwundung eines Juden sollen den Fürsten und den Palatin eine Buße entrichtet werden je nach ihrer Maßgabe und dem Verwundeten sollen die Kosten der Heilung erstattet werden. Das heisst: wenn ein Christ einen Juden auf irgendeine Art verwundet, so wird er von Uns oder Unserem Palatin zu einer Geldstrafe zu unsren Unserer Gerichtskammer verurteilt, und muss dem Verwundeten alle Kosten der Wundheilung wie auch seine Auslagen ersetzen, so wie es die Gesetze unseres Landes fordern und verlangen. 10) Wird den Totschlag eines Juden gebührt dem Fürsten eine Geldbuße, und zwar steht ihm die Beschlagnahme des Vermögens zu. Wenn jemand einen Juden erschlägt, so wird ihm eine des Verbrechens würdige Strafe auferlegt und all sein Vermögen geht in unsere Macht über. 11) Für Schläge, die kein Blut vergießen zur Folge haben, ist dem Palatin eine Geldstrafe und dem Verwundeten eine Entschädigung zu bezahlen. Das heisst: wenn ein Christ einen Juden Schläge zugefügt hat, ohne sein Blut vergossen zu haben, dann fordert der Palatin, den Gepflogenheiten des Landes gemäß, eine Buße und der Verwundete bekommt einen Schadenersatz; sollte der Christ nicht zahlen können, so wird er doch, gerechterweise, für das Verbrechen bestraft. 12) Ueber Steuern, die man von Juden verlangen darf: Niemand darf einem Juden, wo auch immer im Lande er herumkommen mag, Hindernisse, und Schwierigkeiten bereiten, oder ihn auch nur belästigen; führt der Jude Waren oder andere Sachen, dann muss er für sie an allen Mautstationen Mautgeld bezahlen und zwar soll es nur der übliche Zoll sein, den je weder Bürger der Stadt, in der sich der Jude damals gerade aufhält, auch entrichten musste. 13) Ueber Begräbniszüge der Juden. Es ist Unser Wille, dass Unsere Steuereinnehmer nichts von den Juden verlangen, wenn diese ihren Gebräuchen gemäß, ihre Toten von Stadt zu Stadt, von Provinz zu Provinz und von Land zu Land führen; wenn aber ein Steuereinnehmer dies doch machen sollte, dann soll er wie ein Dieb bestraft werden. 14) Ueber die Vernichtung des Friedhofs. Das heisst: wenn ein Christ auf irgend eine Weise am jüdischen Friedhof Schaden anrichtet oder dort gewaltsam eindringt, dann gebieten Wir dass er den Gebräuchen und Gesetzen unseres Landes gemäß, streng bestraft wird, und sein gesammtes Hab und Gut unserer Gerichtskammer anheimfällt. 15) Ueber Gewalttätigkeiten jüdischen Schulen. Wenn ein Christ frecherweise etwas gegen jüdische Schulen schleudert, dann gebietet es Unser Wille, dass er Unserem Palatin zwei Talente Pfeffer als Strafe bezahlt. 16) Ueber die Strafe, die ein Richter einem Juden auferlegt. Das heisst: wenn ein Jude von einem jüdischen Richter zur „wandel" genannten Strafe verurteilt würde, dann hat er ihm einen Talent Pfeffer zu bezahlen, was die althergebrachte Strafe ist. 17) Ueber die Bestrafung der bei Gericht Abwesenden. Wenn ein Jude, durch Verordnung seines Richters vor Gericht geladen, zweimal sich nicht stellt, dann hat er für beide Vergehen die seit langem gebräuchliche Strafe zu bezahlen: kommt er auch das dritte Mal nicht, muss er dem obgenannten Richter die nächstfolgende Strafe bezahlen. 18) Wenn ein Jude einen anderen verwundet entrichtet er die landesübliche Strafe. Das heisst: wenn ein Jude einen anderen verwundet, muss er seinem Richter eine landesübliche Strafe zahlen und darf sich nicht weigern. 19) Wie die Juden den Eid leisten sollen. Wir befehlen hiemit, dass kein Jude auf seine Heiligtümer Schwören soll, es sei denn in großen Prozessen, die bis 50 Silbermark sich belaufen, oder auch, wenn sie vor Unser Gericht geladen sind; in kleineren Prozessen darf er vor den Toren der Judenschule schwören. 20) Ueber geheimen Mord eines Juden. Wenn ein Jude so geheim ermordet würde, dass durch Zeugenaussage nicht festgestellt werden kann wer der Mörder gewesen war die Juden aber nach vollendeter Untersuchung jemanden in Verdacht ziehen, dann werden Wir auf Grund des Gesetzes den Juden gegen den verdächtigen Judenmörder den Schutz des Gesetzes verleihen. 21) Ueber tätliche Vergehen an einem Juden. Die Gesetze des Landes belehren über Recht und Strafe. Das heisst: wenn Christen sich an einem Juden tätlich vergehen, dann sollen sie den Gesetzen des Landes gemäß, streng bestraft werden. 22) Ueber die Befugnis des Richters. Das heisst: der Judenrichter darf keinen der Streitfälle, die zwischen Juden ausgebrochen ist, vor sein Gericht laden, wenn er durch eine Klage nicht dazu aufgefordert wurde. Ferner: die Judengerichte sollen in der Nähe der Judenschule oder an Orten, welche die Juden selbst gewählt haben, abgehalten werden. 23) Ueber die Haufung der Perzente. Das heisst: wenn ein Christ von einem Juden sein Pfand ausgelöst hat, ohne aber die fälligen Perzente zur Gänze bezahlt zu haben, und er dies auch noch im Laufe eines nächsten Monats nicht tut, dann sollen diese Perzente weiter Perzente tragen. 24) Ueber die Gastfreundschaft bei Juden. Das heisst: es ist Unser ausdrücklicher Wille, dass keiner im Hause eines Juden zu Gast weilen darf. 25) Ueber den Hypothekarbesitz unbeweglicher Güter. Würde ein Jude auf die Hypothek unbeweglicher Güter Geld leihen, und der Eigentümer jener Güter würde dafür den Beweis erbringen, dann erlassen wir hiemit den Befehl, dass in diesem Falle dem Juden sowohl das Geld wie auch das hypothekarische Pfand vom Gericht abgesprochen werden soll. 26) Ueber die Judenkinder. Das heisst: wenn jemand, Mann oder Frau, ein Judenkind entführt, soll er wie ein Dieb bestraft werden: dies fordert unser Wille. 27) Ueber Befugnisse des Richters. Das heisst: wenn ein Jude den von einem Christen bei ihm verpfändeten Gegenstand ein ganzes Jahr bei sich behält, und der Wert des Pfandes die geliehene Summe nicht übersteigt, dann soll er das Pfand seinem Richter vorweisen; wenn das Pfand nicht entsprechender Güte war, dann hat er es Unserem Palatin oder auch seinem Richter vor zu weisen und wird nachher es verkaufen dürfen; hat er aber dieses Pfand vor dem Ablauf eines Jahres seinem Richter vorgewiesen und ist es bei ihm ein Jahr und einen Tag geblieben, dann braucht er niemandem darüber Rede zu stehen. 28) Die Juden dürfen an Feiertagen nicht gerichtlich belangt werden. Es ist Unser ausdrücklicher Wille, dass kein Jude in Pfandangelegenheiten an seinem Feiertage gerichtlich belangt werden soll. 29) Ueber die Pfänder der Rücknahme. Das heisst: wenn ein Christ sein Pfand dem Juden gewaltsam entreißt oder in dessen Wohnung Gewalttätigkeiten verübt, dann soll er streng bestraft werden dem Einbrecher in Unsere Gerichtskammer gleich. 30) Die Vergehen der Juden sollen in den Schulen gerichtet werden. Das heisst: Prozesse gegen Juden sollen nur in ihren Schulen oder an Orten, wo alle Judengerichtetagen, abgehalten werden; eine Ausnahme dürfen nur Wir und Unser Palatin bilden, denen das Recht zusteht, die Juden Gerichtes halber vor Uns zu zitieren. 31) Ueber die Beschuldigung des Kindermordes. In Uebereinstimmung mit den Verordnungen des Papstes und im Namen des Heiligen Vaters verbieten Wir mit allem Nachdruck, dass gegen alle und jeden Unserer Juden, die in Unserem Reiche ansessig sind, die Anklage erhoben werden darf, er benütze Menschenblut, da im Gegenteil sich die Juden im Sinne ihrer Lehre von jedem Blute enthalten müssen. Wenn aber ein Jude von einem Christen des Kindesmordes beschuldigt werden sollte, dann muss er durch die Zeugenschaft dreier Christen und ebensovieler Juden überführt werden und soll, nachdem dies geschehen ist, mit einer, dem begangenen Verbrechen entsprechenden Strafe, bestraft werden; wenn hingegen der Juden die obgenannten Zeugen und seine eigene Unschuld von der Anklage befreien, dann soll der Christ für seine Verleumdung nicht unverdienter Weise jene Strafe erleiden, die sonst dem Juden auferlegt geworden wäre. 32) Dem Juden gebührt die Rückgabe des gleichen Geldes, ob Gold oder Silber, und dazugehörende Perzente. Das heisst Wir erlassen das Gesetz: was auch ein Jude verliehen hat, Gold, Geld oder Silber, dasselbe muss er zurück bekommen und dazu die entsprechenden Perzente. 33) Ueber verpfändete Pferde. Es gelte Unser Wille: die Juden dürfen im allgemeinen Pferde jeder Art als Pfand annehmen, aber bei Tageslicht und in aller Öffentlichkeit; wenn aber ein Christ bei einem Juden ein gestohlenes Pferd findet, dann muss der Jude sich durch einen Eid rechtfertigen, indem er schwört, es bei Tageslicht und in aller Öffentlichkeit von dem und dem um diese und diese Summe als Pfand genommen zu haben, ohne dass er dachte, es wäre gestohlen gewesen. 34) Ueber die Untersuchung hinsichtlich falscher Münzen. Das heisst: Wir verbieten ausdrücklich, dass die Münzbeamten Unseres Reiches Juden, bei denen man falsche Münzen gefunden hat, deswegen, auf eigene Entscheidung hin und ohne Unser oder Unseres Palatins Geheiß, verhaften oder irgendwie gefangen halten. 35) Ueber den Hilfeschrei eines Juden in der Nacht. Wir erlassen hiemit den Befehl: wenn ein Jude in der Nacht in höchster Not Hilfeschreie ausstößt und die christlichen Nachbarn, ihm die entsprechende Hilfe zu leisten sich nicht bemühen und seinem Rufe kein Gehör schenken, dann soll jeder christliche Nachbar 30 Groschen Strafe entrichten. 36) Ueber Ankauf und Verkauf von Lebensmitteln. Zum Schluss erlassen Wir noch folgende Verordnung: die Juden dürfen in aller Freiheit alles kaufen und verkaufen und damit ihr Brot verdienen; ganz so wie die Christen. Wer sie daran hindern wollte, wird an Unseren Palatin dafür eine Strafe zu bezahlen haben. Damit nun alle obgenannten Erlässe beständig Kraft und Geltung bewahren, haben Wir dies vorliegende Dokument, mit Unterschriften der Zeugen versehen und Unserem Siegel bekräftigt, den Juden selbst zur Aufbewahrung übergeben; Als Zeugen aber zeichneten: Graf Arbeldus, Palatin von Kalisz und Kastellan zu Gnesen, Graf Janko, Graf Mathias, Kastellan zu Lednica, Graf Czeslaus, Rittmeister von Kalisz, Graf Derslaus, Jagdmeister von Lednica, und noch viele andere Barone Unseres Reiches. Gegeben zu Kalisz, am Vortage des Auferstehungsfestes der heiligen Mutter Gottes, im Jahre des Heils 1264, den 8 September. Nachdem Wir nun diese Gesetze und Erlässe Unserer Vorgänger sorgfältig studiert und überdacht haben, sind Wir entschlossen, sie eher zu bestätigen als andere zu entwerfen, und da Wir geneigt sind den billigen Wünschen Unserer Juden gnädig zu willfahren, erneuern Wir alle obgenannten Verordnungen und verleihen ihnen ewige Kraft und Geltung, was durch Unsere Königlichen Siegel ersichtlich gemacht werden soll. Gegeben zu Krakau am Tage der heiligen Märtyrer Dionisius und seiner Gefährten, im Jahre des Heils 1334, in Anwesenheit der folgenden Edlen Unseres Reiches, Spicimirus, Kastellan zu Krakau, Andreas Jagdmeister, Krzywosandes, Kämmerer zu Krakau und noch vieler anderen. Gegeben durch Sbigniew, Statthalter und Kanzler zu Krakau. Ce texte est une traduction fidèle du texte original latin des Statuts de Kalisz, fait à Paris en Février 1928.

I diritti accordati agli Ebrei da Boleslaus, Gran Duca di Polonia, nel 1264, confermati da Casimiro III nel 1334 e da Casimiro IV nel 1447 e nel 1467. In Nome Di Dio, Amen. Per evitare che i Decreti Reali cadano, nel corso dei secoli, nell'oblio, i saggi li hanno con ragione assicurati stabili, confidandoli a degli scriba, incaricati di portarli a conoscenza dei tempi futuri, senza alcuna interruzione. Per questo motivo, Noi, Casimiro, per la grazia di Dio, Re di Polonia e così dei territori di Cracovia, Sandomiria, Siradia, Lancicia, Cujavia e Signore della Pomerania, dichiariamo coi presenti e portiamo a conoscenza di tutti i nostri sudditi, tanto presenti che futuri. Davanti a Noi, assistiti dai nostri Baroni, si sono presentati degli Inviati degni dei nostri fedeli sudditi ebrei, che ci hanno mostrato la nobile costituzione dei loro diritti a essi accordati dal Gran Duca Boleslaus, di santa memoria, già Gran Duca di Polonia e nostro bene amato antenato. Essi ci hanno umilmente supplicato gradire di proclamare nuovamente e confermare questa costituzione con nostro sigillo reale. Ed ecco testualmente il contenuto di questo documento: In Nome Di Dio, Amen. Le azioni umane, non corroborate dalla parola dei testimoni e dalla testimonianza scritta, spariscono rapidamente e svaniscono completamente dalla memoria. Così, Noi Boleslaus, per la grazia di Dio, Gran Duca di Polonia, facciamo sapere ai nostri sudditi tanto presenti che futuri, i quali prenderanno conoscenza di questo scritto, che Noi abbiamo accordato ai nostri sudditi ebrei stabiliti su tutta l'estensione dei nostri territori, degli statuti e dei privilegi, che testualmente e parola per parola, sono contenuti nella raccolta seguente, nella forma che Noi abbiamo pensato che essi debbano essere enunciati: I) Un cristiano non deve essere ammesso come testimonio contro un ebreo, se non nel caso in cui egli può apportare la testimonianza di un ebreo. Noi ordiniamo in primo luogo che, per qualsiasi questione di danaro, di beni mobili e di immobili e per tutti gli affari criminali che concernono la persona o i beni di un ebreo, nessun cristiano sia ammesso a testimoniare contro un ebreo, se non nel caso in cui non si abbia colla testimonianza del cristiano, quella di un ebreo. II) Se un cristiano cita in giustizia un ebreo per un pegno che l'ebreo non confessa, costui presterà giuramento e sarà messo fuori causa. Se un cristiano causa delle noie ad un ebreo, affermando che egli ha confidato un pegno e malgrado i suoi diniegghi, il cristiano rifiuta di prestar fede alla semplice affermazione dell'ebreo, costui, per un giuramento che sarà portato sul valore totale del pegno, farà la prova della sua buona fede, e sarà rinviato assolto. III) Se un cristiano afferma che egli ha confidato un pegno e ricevuto una somma di danaro inferiore al valore del pegno, l'ebreo presterà giuramento e farà la prova. Se un cristiano avendo depositato un pegno presso un ebreo, afferma che ricevuto una somma di danaro inferiore a quella che l'ebreo attesta, l'ebreo presterà giuramento per il valore del pegno a lui confidato, ed il cristiano sarà tenuto a pagargli quello che l'ebreo avrà provato per giuramento essergli dovuto. IV) Se l'ebreo pretende aver preso un pegno da un cristiano senza testimoni, il cristiano che nega il fatto, dovrà giustificarsi per giuramento, al quale egli sarà il solo tenuto ad aderire ricorso. V) Un ebreo può ricevere in pegno tutti gli oggetti, eccettuati gli ornamenti sacri e gli oggetti macchiati di sangue. Un ebreo può ricevere a titolo di pegno tutti gli oggetti che a lui saranno offerti di qualunque nome siano chiamati, senza dover fare su di essi alcuna inchiesta, ad eccezione dei vestiti macchiati o portanti tracce di sangue e degli ornamenti sacri, che in nessun caso egli potrà accettare. VI) L'ebreo affermerà per mezzo di giuramento, contro l'accusa di un cristiano, che egli ignorava al momento in cui il pegno gli fu consegnato, che esso era stato rubato o sottratto di via o forza e facendo ciò egli sarà giustificato. Se un cristiano perseguita un ebreo affermando che il pegno che si trova nelle mani di costui, gli è stato preso per furto o per violenza, l'ebreo attesterà per mezzo di giuramento che egli ignorava, al lor guando l'ha ricevuto, che il pegno era stato rubato o sottratto di via o forza, aggiungendo al suo giuramento la somma che egli ha versato per il pegno. Egli porta così giustificarsi, ed il cristiano dovrà pagare il valore del pegno e gli interessi di questa somma maturati durante il periodo di tempo in quistione. VII) Se un cristiano ha messo un oggetto in pegno presso un ebreo, e costui lo perde, come i suoi propri beni, l'ebreo presterà giuramento e sarà messo fuori causa per qualsiasi reclamo. Se in seguito ad un incendio, furto, attacco a mano armata, un ebreo perde i suoi propri beni e con essi, gli oggetti messi in pegno presso di lui, e che questo accidente sia debitamente constatato nel caso in cui il cristiano depositario del pegno per quale lasse lo stesso ebreo, quest'ultimo presterà giuramento e sarà messo fuori causa. VIII) La Città non interviene negli affari degli ebrei, ma solamente il Principe o il suo Conte Palatino, per le incolpazioni di persone, solo il Principe giudicherà. Se gli ebrei si eccitano fra di loro e scatenano la discordia e la guerra civile, il giudice della nostra città non eserciterà alcuna giurisdizione sui detessi. Noi solamente e il nostro Conte Palatino o il suo giudice eserciteremo la giustizia. Sepero l'incolpazione raggiunge la persona, a Noi solamente è riservato il diritto di giudicare questo caso. IX) Per una ferita prodotta a un ebreo, una pena sarà dovuta al Principe o dal Conte Palatino, secondo la loro estima e le spese di malattia saranno dovute al ferito. Se un cristiano ferisce in qualsiasi modo un ebreo, egli sarà incolpato e pagherà a Noi o al nostro Conte Palatino, nel caso in cui egli avrà trovato grazia ai nostri occhi, una multa che egli dovrà portare alla nostra Camera di Giustizia. Egli dovrà inoltre provvedere a tutte le spese per la guarigione della ferita, a tutte le spese sopportate dal ferito, come lo esigono e la ragionevole legge del nostro paese. X) Per l'uccisione di un ebreo, la confisca dei beni e la pena dovuta al Principe. Se un cristiano uccide un ebreo, egli sarà punito con una pena degna del delitto e tutti i suoi beni mobili e immobili passeranno in nostro potere. XI) Per colpi che non producano effusione di sangue, una pena è dovuta al Conte Palatino ed un risarcimento all'ebreo colpito. XII) Sulle imposte da esigere sugli ebrei. In qualunque luogo di nostro dominio nel quale un ebreo vi abbia pernottato, è fatta proibizione a chiunque di recare gli delle noie, degli ostacoli e di molestarlo. Se l'ebreo porta con sé delle mercanzie o altri oggetti, egli sarà tenuto di rilasciare intutti i luoghi le imposte provenienti dal suo commercio, ma non rilascerà più di quello che paghere ebbe qualsiasi città di mode la città, dove l'ebreo soggiorna, al momento del suo traffico. XIII) Se trasportino morti o resti degli ebrei. Se, per obbedire ai loro costumi, gli ebrei trasportano uno dei loro morti da una città ad un'altra o da una provincia ad un'altro territorio ad un altro territorio, la Nostra volontà è che i collettori delle imposte non esigano alcun che dagli ebrei, e se qualchericeVitore ha esatto un canone, la Nostra volontà è che egli sia punito come un ladro. XIV) Sulle predazioni commesse nei cimiteri ebrei. Se un cristiano commette una depredazione qualsiasi al cimitero ebreo o se egli vi pene tri con violenza, la Nostra volontà è che conformemente ai costumi ed alle leggi del nostro paese, egli sia severamente punito, con la perdita di tutti i suoi beni di qualsiasi natura essi siano, e detti beni saranno devoluti alla nostra Camera di Giustizia. XV) Sulle violenze esercitate contro le scuole ebree. Se qualche temerario lanciasse dei proiettili contro le scuole ebree, la Nostra volontà è che egli sia condannato a pagare un talento di pepe al nostro Conte Palatino. XVI) Sulla pena inflitta dal giudice ebreo contro uno dei suoi correligionari. Se un ebreo è stato riconosciuto colpevole due volte dal suo proprio giudice e passibile della multa chiamata Wandel, egli pagherà a questo giudice un talento di pepe, ciò che rappresenta la multa inflitta fin dai tempi più remoti. XVII) Sugli ebrei contumaci. Se un ebreo, citato in giustizia, per convocazione del suo giudice, rifiuta di comparire, a due riprese, egli dovrà rilasciare per ogni rifiuto, la pena che da molto tempo è in uso; se egli manca a una terza convocazione, egli pagherà al giudice la multa che segue. XVIII) Se un ebreo ferisce un altro ebreo. Se un ebreo ferisce un cur religionario, egli sarà messo in istato di pagare al suo giudice la multa conforme ai giusti del nostro paese e non potrà rifiutarsi. XIX) Del modo come gli ebrei debbano prestare giuramento. Noi ordiniamo che nessun ebreo presti giuramento sugli oggetti sacri, salvo per i casi gravi che vanno fino a 50 marchi d'argento e per quelli vocati davanti al Noi stessi. Però, per i casi, di meno importanza, egli può prestare giuramento davanti alla porta della scuola ebrea. XX) Sull'uccisione segreta di un ebreo. Se un ebreo è stato segretamente ucciso e che non si possa attestare, per testimonianza che è l'autore del delitto, ma se dopo l'inchiesta gli ebrei sospettano qualcuno, Noi, nella nostra qualità di mediatori in questa causa adu giustizia, accorderemo agli ebrei, contro il presunto assassino, la protezione della giustizia. XXI) Sulle violenze corporali su un ebreo. Se i cristiani esercitano delle sevizie, contro qualsiasi ebreo, essi saranno puniti conformemente alle leggi del nostro paese. XXII) Sui poteri del giudice ebreo. Il giudice ebreo non convocherà alcun ebreo davanti a lui, per litigi che possono sorgere tra ebrei, salvo se non è invitato per la lagnanza formale. Gli ebrei devono essere giudicati davanti alle loro scuole, o nei luoghi che essi avranno scelti. XXIII) Sul rumulo degli interessi. Se un cristiano ha riscattato il suo pegno depositato presso un ebreo, ma non ha pagato integralmente gli interessi dovuti, gli sarà accordato un mese per rilasciare questi interessi, dopo di che gli interessi saranno prodotti di interessi. XXIV) Sull'ospitalità ebrea. La nostra volontà è che nessun ricevi a ospitalità in una casa ebrea. XXV) Sui titoli di possesso di beni immobili. Se un ebreo presta del danaro su dei beni o su dei titoli di possesso di beni immobili che colui al quale detti appartengono ne dia la prova. Noi ordiniamo che tanto il danaro come i titoli di possesso dati in pegno, stanotolti all'ebreo che sarà dichiarato decaduto. XXVI) Sui furti degli ebrei. Se qualcuno, uomo o donna, sottrae un figlio ebreo, la nostra volontà è che egli sia condannato come un ladro. XXVII) Del potere del giudice. Se un ebreo riceve da un cristiano un oggetto in pegno che egli conserva durante un anno, se il valore del pegno non eccede la somma prestata, l'ebreo consegnerà l'oggetto al suo giudice. Se il pegno non è di buona lega, egli lo consegnerà al Nostro Conte Palatino o al suo giudice, ovvero avrà in seguito la libertà di venderlo, quando egli l'avrà consegnato al suo giudice, prima che l'anno non sia trascorso, se finalmente il pegno è rimasto presso l'ebreo un anno ed un giorno, egli non dovrà più rispondere a chi che sia. XXVIII) Della vacanza dei Tribunali nei giorni festivi. Noi ordiniamo che nessuno abbia l'audacia di chiamare in giustizia un ebreo in uno dei giorni che gli ebrei rispettano come festivi, per un'altra ragione relativa ai pegni. XXIX) Sull'aritorsione dei pegni. Qualsiasi cristiano che avrà ripreso colla forza un pegno depositato presso un ebreo o che avrà esercitato violenza nelle di lui dimora, sarà punito severamente, come distruttore della nostra Camera di Giustizia. XXX) Sul giudizio dei delitti degli ebrei. Non si procederà contro gli ebrei, al alcun atto di giustizia, se non sia davanti ai loro Tribunali ove i luoghi dove sono giudicati tutti gli altri, ad eccezione in Nostro favore e in favore dei Nostro Conte Palatino, che possiamo evocarli davanti a Noi. XXXI) Sull'accusa di uccisione di bambini. Conformemente alle istruzioni del Papa e in nome del nostro Santo Padre, noi proibiamo formalmente di accusare tutti o ciascuno degli ebrei stabiliti sulle nostre terre, di bere del sangue umano, perchè, al contrario, conformemente alle loro leggi, gli ebrei senza alcuna eccezione, si astengono da ogni sorta di sangue. Sepero' un ebreo è stato accusato di aver ucciso un bambino cristiano, egli non potrà essere convinto se non colla testimonianza di tre cristiani e di tre ebrei. Non è che dopo essere stato convinto di delitto, che l'ebreo sarà punito per il suo misfatto. Ma se i testimoni sudetti e la sua innocenza lo salvano dall'accusa, il cristiano subirà, e ciò giustamente, la pena che l'ebreo avrebbe dovuto subire. XXXII) Delle restituzioni integrali aumentate dagli interessi. Noi ordiniamo che tutto quelle che avrà dato in cambio di un pegno, sia oro, sia dinaro, sia argento, gli sarà pagato o reso, aggiungendovi integralmente gli interessi docuti. XXXIII) Dei cavalli dati in pegno. Noi vogliamo che gli ebrei possano ricevere in pegno i cavalli di qualsiasi qualità e qualsiasi sorta, alla condizione che tale fatto sia di notorietà pubblica e fatto in pieno giorno. Se un cristiano scopre presso un ebreo un cavallo rubato, l'ebreo dovrà giustificarsi con giuramento ed affermare che egli ha ricevuto in pegno quel cavallo a conoscenza ed a vista di tutti, tale giorno, da parte di un tale, quale sommaglio ha dato e che sul momento credeva che si trattasse di un cavallo rubato. XXXIV) Sulle inchieste inerenti alla falsa monetta. Noi proibiamo a nostri Ufficiali monetari costituiti sui nostri domini di ritenere in prigione o di arrestare gli ebrei presunti da Noi o dal nostro Conte Palatino o senza indicazioni venuto da città di nostro dominio. Noi ordiniamo che nel caso in cui un ebreo costretto da una necessità urgente gridasse in tempo utile, ciascuno di questi cristiani sarà condannato a 30 sol di d'oro. XXXV) Sulle grida emesse da un ebreo assalito durante la notte. Noi ordiniamo che durante la notte, senza che i cristiani vicini non si muovessero al suo soccorso, in tutta libertà vendere e comperare ogni sorta di oggetti e ritirarne il guadagno esatto a pagare un aumento al nostro Conte Palatino. XXXVI) Sulla compra Vendita di viveri. Noi ordiniamo infine che gli ebrei possano altamente come i cristiani. Quelli che li impediranno comunque, saranno condannati: Vogliamo che le ordinanze suddette abbiano forza perpetua. La presente costituzione seguita dalle firme dei testimoni e che porta il nostro sigillo, Noi l'abbiamo dato per cauzione agli stessi ebrei e sarà la loro potente protezione. I testimini sono stati: Il Conte Arbedus, conte palatino di Calissia, Conte Castellano di Gniezno, Conte Janikko di Calissia, Castellano di Lednica, Conte Czeslas dei corazzieri di Calissia, Conte Peryslas, Gran Veniere di Lednica, come pure gli altri Baroni delle nostre terre. Fatto nella città di Kalisch, il giorno dell'Assunzione della B. M. V. nell'anno del Signore 1264, il giorno 8 delle Calende di Settembre. Dopo avere considerato con cura il diritto degli ebrei, lo statuto concesso a essi dai nostri predecessori, noi abbiamo deciso di confermarlo piuttosto che di elaborarne un'altro differente, e perchè noi siamo disposti ad accogliere favorevolmente le giuste richieste dei nostri ebrei, noi, oggi approviamo, confermiamo e ratifichiamo tutte le ordinanze suddette, alle quali noi diamo forza perpetua. In signe di che, le presenti sono state rivestite dal nostro sigillo. Fatto a Cracovia il giorno dei beati Martiri Dionisio e compagni, l'anno del Signore 1334, in presenza dei Signori: Spicimiro, Conte di Cracovia, Kisezynius, di Sandomir, Nicolao, conte Palatino di Cracovia, Andrea Grand Veniero, Krzyivosante, Sotto Camerlere di Cracovia, e molti altri degni di fede. Pubblicato per cura di Ibigneus, nostro Cancelliere di Cracovia. Casimiro Re di Polonia e così dei territori di Cracovia, Sandomiria, Siradia, Lancicia, Cujavia, e Signore della Pomerania. Traduit à Paris en XI-1928.

à Lodz, ma ville natale, ce souvenir d'enfance, image émou vante de la lutte heroïque contre l'oppresseur. 1905.

cette oeuvre, conçue et entre-
prise en mai 1926, a été achevée
en decembre 1928 à paris, villa
du parc-montsouris

à monsieur Auguste Decour, mon protecteur de tou-
jours, à Wla-Dyslaw Neuman, mon ami
d'enfance, Co-nseiller de l'Ambassade de
Pologne à Paris, j'exprime toute ma reconnai
ssance pour l'appui précieux qu'ils ont donné à mon oeuvre.

finis libri

11, 12.
Szyk
1136
30420

Gross 313

83.575
K
249/25
18/63

Inches
Centimetres
Colour Chart #13
DANES-PICTA.COM
Blue
Cyan
Green
Yellow
Red
Magenta
White
3/Color
Black